

voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel en 2° wat betreft het Ministerie van Financiën, het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen titularis kunnen zijn;

- artikel 6 van het koninklijk besluit van 14 april 1993 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn en van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel;

- artikel 8 van het koninklijk besluit van 10 mei 1996 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn en van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel.

#### HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1994, behalve de bepalingen betreffende de graden van verificateur, eerste- en tweede-klas verificateur, landmeter van financiën, landmeter-expert van financiën, laborant en eerste- en tweede-klas laborant die uitwerking hebben met ingang van 1 juli 1995.

**Art. 11.** Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juli 1996.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

des agents de l'Etat et 2° en ce qui concerne le Ministère des Finances, l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat;

- l'article 6 de l'arrêté royal du 14 avril 1993 modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents de l'Etat et l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat;

- l'article 8 de l'arrêté royal du 10 mai 1996 modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents de l'Etat et l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions finales

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1994, à l'exception des dispositions relatives aux grades de vérificateur, vérificateur principal, géomètre des finances, géomètre-expert des finances, laborantin et laborantin principal qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> juillet 1995.

**Art. 11.** Notre Ministre des Finances, Notre Ministre du Budget et Notre Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juillet 1996.

ALBERT

Par le Roi :  
Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 1601

[C — 27435]

#### 11 JUILLET 1996. — Décret relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est institué, auprès des services du Gouvernement, un Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi.

**Art. 2.** Le Fonds a pour mission d'encourager la création d'emplois dans le secteur non marchand, à l'exception du secteur de l'enseignement, par des interventions dans leur financement.

**Art. 3.** Pour l'application du présent décret, on entend par secteur non marchand, le secteur des activités qui à la fois :

- 1° sont d'utilité publique et sociale ou d'intérêt culturel;
- 2° ne poursuivent aucun but lucratif;
- 3° satisfont des besoins collectifs qui, autrement, n'auraient pas été rencontrés.

Le secteur social tel que défini à l'article 12bis de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand ne tombe pas sous l'application du présent décret.

**Art. 4.** Les membres du Gouvernement, la Communauté française et la Communauté germanophone peuvent solliciter l'intervention du Fonds.

**Art. 5.** L'intervention du Fonds fait l'objet d'une convention entre le membre du Gouvernement, la Communauté française ou la Communauté germanophone et le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions.

Le Gouvernement fixe la durée et détermine le contenu de la convention.

(1) Session 1995-1996.

Documents du Conseil 164 (1995-1996), n° 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 11 juillet 1996. Discussion. Vote.

**Art. 6. § 1er.** Les emplois visés par le présent décret ne peuvent être occupés que par :

1° les chômeurs complets qui ont connu au moins 12 mois de chômage complet indemnisé au cours des 48 mois qui précèdent leur engagement;

2° les chômeurs complets visés par les articles 30, alinéa 3, 7° et 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, qui ont connu 12 mois de chômage au cours des 48 mois qui précèdent leur engagement;

3° les travailleurs occupés dans le cadre du troisième circuit de travail;

4° les travailleurs occupés conformément aux dispositions du décret du Conseil régional wallon du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand (programme P.R.I.M.E.);

5° les chômeurs complets indemnisés, âgés de 40 ans au moins qui vivent seuls ou sous le même toit que des personnes sans ressources ou qui ont pour seules ressources des indemnités de sécurité sociale ou d'assistance sociale dont le montant ne peut dépasser annuellement un montant égal à 313 fois les allocations de chômage journalières maximales octroyées en application des articles 113 et 114, §§ 1er à 4, de l'arrêté royal précité;

6° les bénéficiaires, durant 12 mois au cours des 48 mois qui précèdent leur engagement, du minimum de moyens d'existence instauré par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

7° les demandeurs d'emploi bénéficiaires du minimum de moyens d'existence instauré par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, âgés de 40 ans au moins, qui vivent seuls ou sous le même toit que des personnes sans ressources ou qui ont pour seules ressources des indemnités de sécurité sociale ou d'assistance sociale dont le montant ne peut dépasser annuellement un montant égal à 313 fois l'allocation maximale octroyée en application des articles 113 et 114, §§ 1er à 4, de l'arrêté royal précité;

8° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté royal précité;

9° les chômeurs occupés en atelier protégé conformément à l'article 78 de l'arrêté royal précité;

10° les chômeurs visés aux articles 89 ou 90 de l'arrêté royal précité;

11° les travailleurs à temps partiel ayant droit à l'allocation de garantie de revenus en application de l'article 131bis de l'arrêté royal précité;

12° les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits en application de l'article 29, § 2, de l'arrêté royal précité, sauf s'il s'agit de travailleurs dont les rémunérations atteignent le salaire de référence;

13° les travailleurs occupés comme agents contractuels subventionnés.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1er est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat.

§ 2. Pour l'application du § 1er, 1° et 2°, est considérée comme durée de chômage indemnisé :

1° la période d'occupation du travailleur occupé dans le troisième circuit de travail, dans le Fonds budgétaire interdépartemental de l'emploi, dans le programme P.R.I.M.E. ou comme agent contractuel subventionné;

2° la période d'occupation comme contractuel mis au travail en vertu de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale;

3° la période pendant laquelle un demandeur d'emploi a bénéficié du minimum de moyens d'existence;

4° la période pendant laquelle le chômeur n'a pas bénéficié d'allocations de chômage en application des articles 80 à 88 de l'arrêté royal précité;

5° la période de travail à temps partiel durant laquelle des allocations de garantie de revenu ont été versées en application de l'article 131bis de l'arrêté royal précité;

6° la période de travail à temps partiel avec maintien des droits en application de l'article 29, § 2 de l'arrêté royal précité, sauf s'il s'agit d'un travailleur dont la rémunération atteint le salaire de référence;

7° la période pendant laquelle le chômeur a suivi une formation organisée ou agréée par le FOREm conformément à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle ou à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 12 juin 1985 relatif à l'octroi de certains avantages aux personnes recevant une formation professionnelle.

§ 3. Le Gouvernement peut étendre ou restreindre les catégories de bénéficiaires et les périodes assimilées à des périodes de chômage.

**Art. 7.** Les emplois visés par le présent décret ne peuvent entraîner la suppression d'autres emplois créés par le même employeur ou subventionnés par la même autorité publique.

**Art. 8.** L'intervention du Fonds ne peut être accordée que pour des emplois pouvant bénéficier d'une subvention en exécution des lois, décrets et arrêtés.

Le montant annuel de l'intervention du Fonds par emploi à temps plein ne peut dépasser ni le montant annuel de la subvention effectivement payée pour le même emploi, ni le coût annuel moyen d'un chômeur complet indemnisé déterminé par le Gouvernement.

**Art. 9.** L'intervention du Fonds ne peut être accordée que si les conditions suivantes sont remplies :

1° les emplois doivent être de nature à améliorer, soit dans la Communauté française ou la Communauté germanophone, soit dans la Région wallonne, les services pour lesquels les demandeurs sont compétents;

2° l'employeur doit appliquer à son personnel les avantages de l'interruption de la carrière professionnelle créés par la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales;

3° les chômeurs doivent posséder les diplômes et qualifications requis pour occuper un emploi;

4° les chômeurs doivent être engagés dans les liens d'un contrat de travail à temps plein ou à temps partiel et cessent d'être inscrits sur les listes de demandeurs d'emploi de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

5° les travailleurs occupés dans le cadre du présent décret doivent être rémunérés par l'employeur qui les occupe au barème ordinaire de la fonction et doivent bénéficier des mêmes augmentations et allocations que celles accordées pour la même fonction ou une fonction correspondante dans ces services.

**Art. 10.** L'intervention est subordonnée au maintien par le demandeur, du niveau normal des subventions destinées à financer les activités pour lesquelles cette intervention est demandée.

**Art. 11.** L'intervention est calculée sur la base d'un emploi à temps plein pendant un an. L'emploi à temps plein peut être scindé en emplois à temps partiel. Si l'emploi n'est pas occupé à temps plein, de même que si l'emploi n'est pas occupé pendant une année entière, l'intervention est limitée proportionnellement.

**Art. 12.** Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction et d'instruction des demandes. Il fixe les modalités et la durée de liquidation des interventions, détermine la procédure de contrôle de l'affectation des interventions et arrête les mesures qui sont prises en cas de non-respect du présent décret ou de son arrêté d'exécution.

**Art. 13.** Le Gouvernement adresse chaque année au Conseil régional wallon, un rapport d'évaluation sur l'exécution du présent décret.

**Art. 14.** En ce qui concerne la Région wallonne, les chapitres Ier et II de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand modifié par l'arrêté royal n° 255 du 31 décembre 1983, la loi du 1er août 1985, l'arrêté royal n° 493 du 31 décembre 1986, la loi du 6 juillet 1989 et le décret du 3 juin 1993, sont abrogés.

**Art. 15.** Le présent décret produit ses effets le 1er juillet 1996.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 11 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture  
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 — 1801

[C — 27435]

**11. JULI 1996. - Dekret über den zwischendepartmentalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor(1)**

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Bei den Dienststellen der Regierung wird ein zwischendepartmentaler Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor eingerichtet.

**Art. 2** - Die Aufgabe des Fonds besteht darin, die Schaffung von Arbeitsplätzen im nichtkommerziellen Sektor, mit Ausnahme des Unterrichtswesens, durch eine Beteiligung an der Finanzierung zu fördern.

**Art. 3** - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gilt als nichtkommerzieller Sektor, der Tätigkeitsbereich, der jede der folgenden Bedingungen erfüllt:

- 1° von öffentlichem und sozialem oder kulturellem Interesse sein;
- 2° kein Erwerbsziel verfolgen;
- 3° kollektive Bedürfnisse erfüllen, die ansonsten nicht erfüllt worden wären;

Der in Artikel 12bis des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor definierte Sozialbereich fällt nicht in den Anwendungsbereich des vorliegenden Dekrets.

**Art. 4** - Die Mitglieder der Regierung, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft können die Intervention des Fonds beantragen.

**Art. 5** - Die Intervention des Fonds ist Gegenstand eines Abkommens zwischen dem Mitglied der Regierung, der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört.

Die Regierung legt die Dauer und den Inhalt des Abkommens fest.

**Art. 6** - § 1. Die in dem vorliegenden Dekret angeführten Stellen können nur durch folgende Personen besetzt werden:

- 1° die Vollarbeitslosen, die in den 48 Monaten vor ihrer Einstellung wenigstens 12 Monate entschädigte Vollarbeitslose waren;
- 2° die in den Artikeln 30, Absatz 3, 7°, und 42, § 2, 9° des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit angeführten Vollarbeitslosen, die in den 48 Monaten vor ihrer Einstellung 12 Monate arbeitslos waren;
- 3° die im Rahmen des dritten Arbeitswegs beschäftigten Arbeitnehmer;
- 4° die gemäß den Bestimmungen des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor (P.R.I.M.E.-Programm) beschäftigten Arbeitnehmer;

(1) Sitzungsperiode 1995-1996

Dokumente des Rates 164 (1995-1996), Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 11. Juli 1996. Diskussion. Abstimmung.

5° die entschädigten Vollarbeitslosen, die mindestens 40 Jahre alt sind und alleine wohnen oder unter demselben Dach wie Personen wohnen, die mittellos sind oder deren einzige Mittel aus den Entschädigungen der Sozialversicherung oder der Sozialhilfe bestehen, deren Summe jährlich nicht einen Betrag übersteigen darf, der 313 mal dem in Anwendung der Artikel 113 und 114, §§ 1 bis 4, des Königlichen Erlasses täglich gewährten Höchstbetrag an Arbeitslosengeld entspricht;

6° die Personen, denen innerhalb der 48 Monate vor ihrer Einstellung während 12 Monaten das durch das Gesetz vom 7. August 1974 über die Einrichtung eines Rechts auf ein Existenzminimum eingerichtete Existenzminimum gezahlt wurde;

7° die Arbeitssuchenden, denen das durch das Gesetz vom 7. August 1974 über die Einrichtung eines Rechts auf ein Existenzminimum eingerichtete Existenzminimum gezahlt wurde, die älter als 40 Jahre sind und alleine wohnen oder unter dem Dach von Personen, die mittellos sind oder deren einzige Mittel aus den Entschädigungen der Sozialversicherung oder der Sozialhilfe bestehen, deren Summe jährlich nicht einen Betrag übersteigen darf, der 313 mal dem in Anwendung der Artikel 113 und 114, §§ 1 bis 4, des Königlichen Erlasses täglich gewährten Höchstbetrag an Arbeitslosengeld entspricht;

8° die Arbeitslosen, deren Recht auf Arbeitslosengeld in Anwendung der Artikel 80 bis 88 des Königlichen Erlasses aufgehoben wurde;

9° die Arbeitslosen, die gemäß Artikel 78 des Königlichen Erlasses in einer beschützenden Werkstätte beschäftigt sind;

10° die in den Artikeln 89 und 90 des vorgenannten Königlichen Erlasses angeführten Arbeitslosen;

11° die Teilzeitarbeitnehmer, die in Anwendung von Artikel 131bis des vorgenannten Königlichen Erlasses Anrecht auf eine garantierte Einkommenszulage haben;

12° die Teilzeitarbeitnehmer, deren Rechte in Anwendung von Artikel 29, § 2 des Königlichen Erlasses aufrechterhalten werden, außer wenn es sich um Arbeitnehmer handelt, deren Einkünfte das Richteinkommen übersteigen;

13° die als bezuschusste Vertragspersonalmitglieder beschäftigten Arbeitnehmer;

Die Situation der in Absatz 1 angeführten Personen wird am Tag vor der Vertragsdurchführung bewertet.

§ 2. Für die Anwendung von § 1, 1° und 2° gilt als Zeitspanne der entschädigten Vollzeitbeschäftigten:

1° die Beschäftigungsdauer als im Rahmen des dritten Arbeitswegs, des zwischenministerialen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung, des P.R.I.M.E.-Programmes oder als subventioniertes Vertragspersonalmitglied beschäftigter Arbeitsloser;

2° die Beschäftigungsdauer als gemäß Artikel 60, § 7, des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren beschäftigtes Vertragspersonalmitglied;

3° die Dauer, während deren der Arbeitssuchende das Existenzminimum bezogen hat;

4° die Dauer, während deren der Arbeitssuchende in Anwendung der Artikel 80 bis 88 des vorgenannten Königlichen Erlasses kein Arbeitslosengeld bezogen hat;

5° die Dauer der Teilzeitbeschäftigung, während deren in Anwendung von Artikel 131bis des vorgenannten Königlichen Erlasses eine garantierte Einkommenszulage gezahlt wurde;

6° die Dauer der Teilzeitbeschäftigung, während deren die Rechte in Anwendung von Artikel 29, § 2 des Königlichen Erlasses aufrechterhalten wurden, außer wenn es sich um Arbeitnehmer handelt, deren Einkünfte das Richteinkommen übersteigen;

7° die Dauer, während deren der Arbeitslose einen durch das FOREm organisierten oder anerkannten Fortbildungslehrgang abgelegt hat, gemäß dem Erlaß der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 12. Mai 1987 über die Berufsbildung oder dem Erlaß der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 12. Juni 1985 über die Bewilligung bestimmter Vorteile an Personen, die eine Berufsausbildung und -umschulung erhalten.

§ 3. Die Regierung ist berechtigt die Kategorien der bezugsberechtigten Personen und der Zeitspannen, die der Arbeitslosigkeit gleichgestellt werden, auszuweiten oder einzuschränken.

**Art. 7 -** Die im vorliegenden Dekret angeführten Arbeitsplätze dürfen nicht zu der Streichung anderer Arbeitsplätze führen, die durch den gleichen Arbeitnehmer geschaffen wurden oder von der gleichen öffentlichen Behörde bezuschusst werden.

**Art. 8 -** Die Intervention des Fonds kann nur für jene Arbeitsplätze gewährt werden, für die in Ausführung der Gesetze, Dekrete oder Erlasse ein Zuschuß gewährt wird.

Der Jahresbetrag der Intervention des Fonds pro Vollzeitbeschäftigung darf weder den Jahresbetrag des für den gleichen Arbeitsplatz effektiv gezahlten Zuschusses, noch die von der Regierung festgelegten durchschnittlichen Jahreskosten pro entschädigter Vollzeitbeschäftigter übersteigen.

**Art. 9 -** Die Intervention des Fonds kann nur gewährt werden, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° die Arbeitsplätze müssen in der Lage sein, entweder in der Französischen Gemeinschaft, oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft, oder der Wallonischen Region, die Dienstleistungen, für die die Antragsteller zuständig sind, zu verbessern;

2° der Arbeitgeber muß auf sein Personal die Vorteile der durch das Sanierungsgesetz vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen eingeführten Laufbahnunterbrechung zuteil werden lassen;

3° die Arbeitslosen müssen über die erforderlichen Diplome und Fachkenntnisse verfügen, um einen Arbeitsplatz zu besetzen;

4° die Arbeitslosen müssen in ein Vollzeit- oder Teilzeit-Arbeitsvertragsverhältnis eingebunden sein und werden nicht mehr in den Listen des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" als Arbeitssuchende geführt;

5° die im Rahmen des vorliegenden Dekrets beschäftigten Arbeitnehmer sind durch den Arbeitgeber, der sie beschäftigt, zu entlohnen, und zwar unter Zugrundelegung der auf ihre Beschäftigung anwendbaren gewöhnlichen Gehaltstabelle. Diesen Arbeitnehmern sind zudem die damit verbundenen Zulagen und Erhöhungen zu gewähren, die für die gleiche oder eine gleichwertige Beschäftigung in diesen Dienststellen gezahlt werden.

**Art. 10 -** Die Intervention unterliegt der Aufrechterhaltung durch den Antragsteller des normalen Bezuschußungsvolumens, das dazu dient, die Aktivitäten, für die diese Intervention beantragt wird, zu finanzieren.

**Art. 11 -** Die Intervention wird auf der Grundlage einer Vollzeitbeschäftigung während eines Jahres berechnet. Diese Vollzeitbeschäftigung kann in Teilzeitbeschäftigungen aufgeteilt werden. Wird der Arbeitsplatz nicht vollzeitig oder nicht während des ganzen Jahres besetzt, wird die Intervention verhältnismäßig verringert.

**Art. 12** - Die Regierung legt das Verfahren für das Einreichen und die Überprüfung der Anträge fest. Sie bestimmt die Durchführungsbestimmungen und die Dauer der Ausbezahlung der Interventionen. Des weiteren bestimmt sie das Verfahren für die Überwachung der Zweckbestimmung der Interventionen und verabschiedet die Maßnahmen, die im Falle einer Nichtbeachtung des vorliegenden Dekrets oder seines Ausführungserlasses zu treffen sind.

**Art. 13** - Die Regierung übermittelt dem Wallonischen Regionalrat alljährlich einen Bericht über die Durchführung des vorliegenden Dekrets.

**Art. 14** - Für die Wallonische Region werden die Kapitel I und II des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor, abgeändert durch den Königlichen Erlaß Nr. 255 vom 31. Dezember 1983, das Gesetz vom 1. August 1985, den Königlichen Erlaß Nr. 493 vom 31. Dezember 1986, das Gesetz vom 6. Juli 1989 und das Dekret vom 3. Juni 1993, aufgehoben.

**Art. 15** - Das vorliegende Dekret wird am 1. Juli 1996 wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 11. Juli 1996.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,  
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,  
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 1601

[C — 27435]

#### 11 JULI 1996. — Decreet betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Binnen de diensten van de Regering wordt een interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid opgericht.

**Art. 2.** Het Fonds moet aanzetten tot het scheppen van nieuwe arbeidsplaatsen in de niet-commerciële sector door tegemoet te komen in de financiering ervan, behalve in de onderwijssector.

**Art. 3.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder niet-commerciële sector het geheel der activiteiten die tegelijk :

1° van algemeen maatschappelijk nut of cultureel belang zijn;

2° geen winstoogmerk nastreven;

3° aan de collectieve behoeften voldoen waarin anders niet zou worden voorzien.

Zoals bepaald in artikel 12bis van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector valt de sociale sector niet onder toepassing van dit decreet.

**Art. 4.** De leden van de Regering, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap kunnen de tegemoetkoming van het Fonds inroepen.

**Art. 5.** De tegemoetkoming van het Fonds wordt vastgesteld bij een overeenkomst tussen het lid van de Regering, de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap en de Minister van Tewerkstelling.

De Regering bepaalt de duur en de inhoud van de overeenkomst.

**Art. 6. § 1.** Voor de in dit decreet bedoelde arbeidsplaatsen komen in aanmerking :

1° de volledig werklozen die tijdens 48 maanden vóór hun indienstneming minstens 12 maanden volledig uitkeringsgerechtigd werkloos zijn geweest;

2° de volledig werklozen, bedoeld in de artikelen 30, derde lid, 7° en 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, die tijdens 48 maanden vóór hun indienstneming minstens 12 maanden volledig uitkeringsgerechtigd werkloos zijn geweest;

(1) Zitting 1995-1996.

Stukken van de Raad 164 (1995-1996), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 11 juli 1996. Bespreking. Stemming.

3° de in het kader van het "Derde arbeidscircuit" tewerkgestelde werknemers;

4° de werknemers tewerkgesteld overeenkomstig de bepalingen van het decreet van de Waalse Gewestraad van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector ("P.R.I.M.E."-programma);

5° de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen van minstens 40 jaar oud, die alleen wonen of samenwonen met personen zonder bestaansmiddelen, of die als enig inkomen uitkeringen van de sociale zekerheid of de sociale bijstand ontvangen. Dat inkomen mag jaarlijks niet hoger zijn dan een bedrag gelijk aan 313 maal de maximale dagelijkse werkloosheidsuitkeringen, overeenkomstig de artikelen 113 en 114, §§ 1 tot 4, van voormeld koninklijk besluit;

6° de rechthebbenden, tijdens 12 maanden in de loop van de 48 maanden vóór hun indienstneming, op het bestaansminimum voorzien bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

7° de werkzoekenden van minstens 40 jaar oud die recht hebben op het bestaansminimum voorzien bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, en alleen wonen of samenwonen met personen zonder bestaansmiddelen, of die als enig inkomen uitkeringen van de sociale zekerheid of de sociale bijstand ontvangen. Dat inkomen mag jaarlijks niet hoger zijn dan een bedrag gelijk aan 313 maal de maximale toelage, overeenkomstig de artikelen 113 en 114, §§ 1 tot 4 van voormeld koninklijk besluit;

8° de werklozen van wie het recht op werkloosheidsuitkeringen geschorst is overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van voormeld koninklijk besluit;

9° de overeenkomstig artikel 78 van voormeld koninklijk besluit in een beschermde werkplaats tewerkgestelde werklozen;

10° de in artikel 89 of 90 van voormeld koninklijk besluit bedoelde werklozen;

11° de deeltijdse werknemers die recht hebben op de inkomensgarantie-uitkering op grond van artikel 131bis van voormeld koninklijk besluit;

12° de deeltijdse werknemers met behoud van hun rechten, overeenkomstig artikel 29, § 2, van voormeld koninklijk besluit, behalve voor de werknemers van wie het loon gelijk is aan het referenteloon;

13° de als geco's tewerkgestelde werknemers.

De situatie van de in het eerste lid bedoelde personen wordt beoordeeld de dag vóór de dag waarop het contract begint te lopen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 1° en 2°, wordt als werkloosheidsduur van een volledig uitkeringsgerechtigde werkloze beschouwd :

1° de tewerkstellingsperiode in het "Derde arbeidscircuit", in het interdepartementale begrotingsfonds voor werkgelegenheid, in het "P.R.I.M.E."-programma of als gesubsidieerde contractueel;

2° de tewerkstellingsperiode als tewerkgestelde contractueel, overeenkomstig artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

3° de periode waarin de werkzoekende het bestaansminimum heeft ontvangen;

4° de periode waarin de werkloze geen werkloosheidsuitkeringen heeft ontvangen, overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van voormeld koninklijk besluit;

5° de deeltijdse arbeidsperiode waarin inkomensgarantie-uitkeringen worden uitbetaald, overeenkomstig artikel 131bis van voormeld koninklijk besluit;

6° de deeltijdse arbeidsperiode met behoud van rechten, overeenkomstig artikel 29, § 2, van voormeld koninklijk besluit, behalve voor de werknemer wiens loon gelijk is aan het referenteloon;

7° de periode waarin de werkloze een door de "FOREM" georganiseerde of erkende opleiding heeft gevolgd, overeenkomstig het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding of het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap van 12 juni 1985 betreffende de toekenning van sommige voordelen aan de personen die een beroepsopleiding volgen.

§ 3. De Regering kan de categorieën begunstigden en de met werkloosheidsperiodes gelijkgestelde periodes uitbreiden of inperken.

Art. 7. De in dit decreet bedoelde betrekkingen mogen niet leiden tot de afschaffing van andere betrekkingen die door dezelfde werkgever geschapen werden of door dezelfde overheid gesubsidieerd worden.

Art. 8. De tegemoetkoming van het Fonds kan slechts worden verleend voor betrekkingen die overeenkomstig een wet, decreet of besluit in aanmerking komen voor een toelage.

Het jaarlijkse bedrag van de tegemoetkoming van het Fonds per voltijdse betrekking mag noch het jaarlijkse bedrag van de voor dezelfde betrekking werkelijk betaalde toelage, noch de door de Regering vastgestelde gemiddelde jaarlijkse kosten van een volledig uitkeringsgerechtigde werkloze overschrijden.

Art. 9. De tegemoetkoming van het Fonds kan slechts verleend worden onder de volgende voorwaarden :

1° de betrekkingen moeten de diensten waarvoor de aanvragers bevoegd zijn verbeteren, hetzij binnen de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap, hetzij binnen het Waalse Gewest;

2° de werkgever mag zijn personeel de voordelen van de loopbaanonderbreking bedoeld in de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen niet ontzeggen;

3° de werklozen moeten over de geschikte diploma's en kwalificaties beschikken om een betrekking te bekleden;

4° de werklozen moeten voltijds of part-time bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen worden en staan niet langer ingeschreven op de lijsten van werkzoekenden van de Gemeenschaps- en Gewesdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling;

5° de krachtens dit decreet tewerkgestelde werknemers moeten op grond van de gewone salarisschaal van de betrekking betaald worden door de werkgever die hen tewerkstelt, en moeten dezelfde verhogingen en toelagen krijgen als degene die voor dezelfde of een gelijkwaardige functie binnen deze diensten verleend worden.

Art. 10. De tegemoetkoming wordt verleend mits handhaving door de aanvrager van het normale niveau van de toelagen voor de financiering van de activiteiten waarvoor de tegemoetkoming gevraagd wordt.

Art. 11. De tegemoetkoming wordt berekend op basis van een eenjarige voltijdse betrekking. De voltijdse betrekking kan in deeltijdse betrekkingen opgesplitst worden. De tegemoetkoming wordt verhoudingsgewijs berekend, in geval van een deeltijdse betrekking of van een betrekking die minder dan één jaar duurt, al naar gelang het geval.

Art. 12. De Regering bepaalt de procedure voor de indiening en het onderzoek van de aanvragen. Ze bepaalt de modaliteiten en de termijnen voor de uitbetaling van de tegemoetkomingen, alsook de controleprocedure i.v.m. de toepassingen van de tegemoetkomingen en de te treffen maatregelen als dit decreet of het uitvoeringsbesluit ervan niet in acht wordt genomen.

**Art. 13.** De Regering bezorgt de Waalse Gewestraad jaarlijks een evaluatierapport over de uitvoering van dit decreet.

**Art. 14.** Wat het Waalse Gewest betreft, worden de hoofdstukken I en II van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 255 van 31 december 1983, de wet van 1 augustus 1985, het koninklijk besluit nr. 493 van 31 december 1986, de wet van 6 juli 1989 en het decreet van 3 juni 1993 opgeheven.

**Art. 15.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1996.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 11 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 96 — 1802

[C — 27436]

**18 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon d'exécution du décret du 11 juillet 1996  
relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 6 mai 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mai 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 mai 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu que les mesures d'exécution du décret qui produit ses effets le 1er juillet 1996 soient adoptées et communiquées aux intéressés, le plus rapidement possible, afin d'éviter une interruption dans l'octroi des subventions;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par le décret, le décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

**Art. 2.** Les demandes d'intervention du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi sont adressées à la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne ci-après dénommée "L'Administration", par le membre du Gouvernement wallon, la Communauté française ou la Communauté germanophone ci-après dénommé "le demandeur".

Le dossier joint aux demandes doit contenir notamment les renseignements suivants :

1° l'identification du demandeur et du service compétent pour gérer la subvention;

2° la liste des types d'emplois à créer, leur nombre et le montant de l'intervention sollicitée par type d'emploi;

3° l'indication de la législation ou de la réglementation en vigueur en vertu de laquelle ces emplois peuvent être subventionnés;

4° Le montant de la subvention effectivement payée par le demandeur pour les emplois de même nature et de même qualification que ceux pour lesquels l'intervention est sollicitée;

5° le décret approuvant le budget du demandeur, l'indication de l'article octroyant les subventions et le montant des subventions effectivement versées en vertu de cet article pendant chacune des trois dernières années.

L'Administration peut se faire fournir, par le demandeur, tout document nécessaire pour vérifier le respect des conditions prévues par/ou en vertu du décret.

**Art. 3.** Le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions fait connaître au demandeur ses observations éventuelles. Il lui soumet un projet de convention.